

Le Canada, « cheval de Troie » de la Chine

par Ariel Noyola Rodríguez

Dans son processus d'internationalisation, la monnaie chinoise gagne de plus en plus d'adeptes. Après avoir reçu des soutiens venant de la région Asie-Pacifique et de l'Europe via l'installation de centres d'imputation directe, et après avoir permis les investissements en actifs financiers libellés en yuans, elle brise désormais les résistances du Canada, vieil allié des États-Unis appelé à devenir la plateforme de « yuanisation » du continent américain.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | MEXICO (MEXIQUE) | 15 MAI 2015

ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL



Le yuan est devenu un des composants du « soft power » (moyens idéologiques, culturels et diplomatiques utilisés par une nation pour influencer sur les actions des acteurs du système international) de la Chine pour recevoir l'appui des pays les plus alignés sur la politique étrangère des États-Unis.

Chaque fois que son taux de croissance annuel tourne autour de 7 % et que les attentes en matière de rentabilité dans les Zones

économiques spéciales se réduisent précipitamment, la Chine tente de changer les termes de sa relation économique avec les pays industrialisés.

Alors que la demande, de la part du consommateur chinois, en produits à haute valeur ajoutée progresse, des centaines d'entrepreneurs occidentaux se montrent très intéressés pour augmenter leur commerce avec le géant asiatique.

Le rôle croissant de la Chine dans les flux de capital (investissements directs étrangers, investissements de portefeuille, etc.) et le commerce mondial élargissent en parallèle la sphère d'influence du yuan comme moyen de paiement, instrument d'investissement et monnaie de réserve dans de plus en plus d'espaces de l'économie mondiale.

Il en est ainsi avec le Canada, pays faisant partie avec le Mexique et les États-Unis de l'Accord de libre-échange nord-américain (désigné en anglais par le sigle NAFTA). De façon surprenante, le Premier ministre, Stephen Harper, ne s'oppose pas à l'internationalisation du yuan mais, bien au contraire, il ne ménage pas ses efforts pour transformer la ville de Toronto en la plateforme la plus importante de la monnaie chinoise au-delà de la région Asie-Pacifique.

En fait, bien que le gouvernement chinois ait commencé par privilégier l'utilisation de la « monnaie du peuple » (renminbi) uniquement sur le territoire asiatique, le yuan a ensuite dépassé les frontières continentales et est arrivé en Amérique latine, en Afrique, au Proche-Orient et en Europe.

Dans le cas du continent américain, jusqu'à la fin de l'année dernière, l'internationalisation du yuan n'allait pas au-delà de la signature d'accords bilatéraux swap (échange de devises) avec les banques centrales du Brésil et d'Argentine (les deux économies les plus puissantes de l'Amérique du Sud).

S'il est bien vrai que depuis plusieurs mois, la Chine a engagé des discussions avec de hauts fonctionnaires du gouvernement uruguayen pour faire de Montevideo la « capitale latino-américaine du yuan » [1], il n'existe pas encore de projets destinés à

promouvoir l'utilisation de la monnaie chinoise dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

En revanche, dans les six derniers mois, le gouvernement du Canada a réussi à concrétiser trois accords importants. Premièrement, les deux pays ont accepté l'installation du premier centre d'imputation directe pour faciliter l'utilisation du yuan sur le continent américain. Auparavant, cela n'avait été fait que dans la région asiatique et en Europe.

Sous le contrôle de la Banque industrielle et commerciale de Chine (désignée en français par le sigle BICC), située à Toronto, le centre d'imputation directe permet de mener des opérations de convertibilité entre le dollar canadien et la monnaie chinoise sans prendre en compte le cours du dollar américain. Cela permet ensuite de diminuer les coûts de transaction et de resserrer les liens entre les entreprises de chaque pays en augmentant les échanges de marchandises et services [2].

Selon les estimations faites par la Chambre de Commerce du Canada, grâce à la mise en place du centre d'imputation en yuan, les entreprises canadiennes pourront économiser environ 6,2 milliards de dollars dans la prochaine décennie, et par conséquent, les exportations atteindront un montant inédit d'entre 21 et 32 milliards de dollars.

Deuxièmement, la Banque populaire de Chine et la Banque centrale du Canada ont conclu un swap de change à échéance au bout de trois ans pour un total de 30 milliards de dollars canadiens (200 milliards de yuans).

Une fois que la Réserve fédérale (Fed) eût conclu ses programmes d'assouplissement quantitatif (*Quantitative Easing*), plusieurs pays ont souffert de la dévalorisation de leur monnaie face à la devise états-unienne : il en fut de même avec le Japon et les membres de la zone euro, mais aussi avec des pays développés exportateurs de matières premières (*commodities*) comme l'Australie et le Canada, sans bien entendu laisser pour compte les économies périphériques en situation de plus grande fragilité financière.

Cependant, le gouvernement états-unien refuse de plus en plus

de tolérer l'appréciation du dollar à cause de ses effets secondaires sur la croissance économique. Il suffit de se rappeler qu'il y a quelques semaines, la Fed a renforcé ses critiques contre la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque du Japon.

Par conséquent, tous les signaux paraissent indiquer que les tensions entre les devises devraient augmenter dans les prochains mois [3]. En fin de compte, par le biais de l'accord swap, la Chine et le Canada abandonnent l'utilisation du dollar et ainsi, diminuent les effets de la volatilité de type de change sur les flux de commerce et les investissements bilatéraux.

Troisièmement, le gouvernement chinois a octroyé un quota d'investissement aux entrepreneurs canadiens dont la limite est de 50 milliards de yuans (8 milliards de dollars) pour participer au Programme chinois d'investisseurs étrangers agréés en Renminbi (désigné en anglais par le sigle RQFII) [4].

De cette manière, comme c'était déjà le cas avec les entrepreneurs de Londres, Paris, Francfort et Luxembourg, maintenant les investisseurs canadiens ont l'aval des autorités de régulation chinoises pour acheter des actifs financiers libellés en yuans.

Il ne fait aucun doute que les accords de coopération entre la Chine et le Canada ont donné d'excellents résultats, tant pour les perspectives de commerce et d'investissement des entreprises canadiennes, que pour initier l'internationalisation du yuan avec l'appui du Canada en Amérique du Nord.

Inévitablement, en conséquence l'importance croissante de la région Asie-Pacifique en Amérique du Nord, le yuan occupe actuellement la 2ème position (10,2 %) dans le « classement » des devises les plus utilisées par le Canada dans ses transactions avec la Chine et Hong Kong : il est 8,5 fois plus utilisé que le dollar états-unien (1,2 %) et est dépassé uniquement par le dollar canadien (75,4 %).

En accord avec la société pour les communications interbancaires et financières internationales (désignée en anglais par le sigle

SWIFT), en mars 2015, et par rapport à 2013, les entreprises canadiennes ont augmenté leurs opérations en yuans de 213% [5].

L'enthousiasme suscité par la monnaie chinoise au Canada est si grand que le 16 juin prochain se déroulera pour la première fois le Sommet Asie-Pacifique sur les finances, au centre de conférence de Vancouver, sous l'égide de CityAgeMedia, AdvantageBC et la province de la Colombie-Britannique [6].

La rencontre entre des universitaires et l'élite du monde de l'entreprise aura pour but de construire de nouveaux schémas de collaboration avec la Chine pour mettre en place l'utilisation du yuan dans plus de villes canadiennes que Toronto (Vancouver, Montréal et Calgary, entre autres) et en même temps, donner des cours de formation à des exportateurs et importateurs pour ainsi tirer le meilleur profit des accords conclus en novembre 2014 [7].

En conclusion, alors que le Président Barack Obama échoue dans sa tentative de détruire les victoires diplomatiques du gouvernement de Xi Jinping à l'échelle mondiale. Armés du « cheval de Troie » du Canada, les Chinois consolident le processus de « yuanisation » au « nez et à la barbe » de la Maison-Blanche.

Ariel Noyola Rodríguez

Traduction

Jean-François Rey

Traducteur professionnel. Master de traduction de l'Université d'Orléans. Maîtrise en civilisation hispano-américaine de l'Université de la Sorbonne.

Source

Russia Today (Russie)

[1] « ¿Montevideo, la capital latinoamericana del yuan ? », por Ariel Noyola Rodríguez, *Red Voltaire*, 7 de octubre de 2014.

[2] "China Names ICBC for Yuan Clearing in Canada. Industrial & Commercial Bank of China Becomes the First Yuan-Clearing Bank in North America", by William Kazer, *The Wall Street Journal*, November 9, 2014.

[3] « The Dollar Joins the Currency Wars », Nouriel Roubini, *Project Syndicate*, May 1, 2015.

[4] « China Awards \$8.2 Billion RQFII Quota, Swap Deal to Canada », Nicholas Wadhams, *Bloomberg*, November 8, 2014.

[5] « Canada takes off as official RMB clearing centre », *SWIFT*, April 30, 2015.

[6] « Yuan's role highlights Summit », Talia Beckett & Hatty Liu, *China Daily*, April 18, 2015.

[7] « Canada steps up efforts to become hub for yuan trade settlement », Jeanny Yu, *The South China Morning Post*, April 24, 2015.

Source : « Le Canada, « cheval de Troie » de la Chine », par Ariel Noyola Rodríguez,
Traduction Jean-François Rey, Russia Today (Russie), *Réseau Voltaire*, 15 mai 2015,
www.voltairenet.org/article187605.html